



COMITÉ DE DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC DE L'AUDIOVISUEL

LIVRE

BLANC

*"Aujourd'hui l'existence-même
d'un service public de l'audiovisuel
est mise en cause..."*

Ce cri d'alarme constituait la première phrase d'un appel pour la constitution d'un "Comité de Défense du Service Public de l'Audiovisuel" que nous vous présentions lors de notre première conférence de presse le 19 janvier de cette année.

Dix mois plus tard il nous faut -hélas- non seulement confirmer mais ajouter : jamais sans doute le service public de l'audiovisuel n'a été aussi menacé.

La pression culturelle, politique, économique et idéologique sur le service public n' a jamais été aussi forte.

Même les défenseurs traditionnels du service public semblent tétanisés, culpabilisés face à l'exaltation de la logique du marché. On ne trouve plus aujourd'hui que des adversaires déclarés et des défenseurs honteux du service public.

Une grande partie du personnel de la RTBF vit les derniers développements de sa "restructuration" comme une liquidation.

Vous connaissez les résultats chiffrés du plan "Horizon 97": près de 600 départs d'ici 1997 dont plus de 200 cette année encore.

328 sur le seul site de Reyers.

Et si l'on répartit selon les catégories cela représente 199 techniciens, 133 culturels, 85 administratifs et 43 ouvriers.

C'est donc bien, comme il fallait le craindre, **la production qui est touchée de plein fouet.**

Ceux qui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la RTBF, ont imposé ce plan portent une responsabilité terrible. Ils ont tout simplement hypothéqué l'avenir du service public.

La RTBF risque de surcroît d'être privée, d'ici la fin de l'année, de la quasi totalité de ces principaux dirigeants sans que la moindre solution de relève ait été organisée.

On va donc assister à **une nouvelle escalade dans les nominations politiciennes,** à un simple partage clientéliste du service public sans tenir compte des compétences réelles et des projets éventuels des futurs responsables de la radiotélévision.

Nous vivons la pire des situations : une restructuration sans projet, une austérité sans réforme.

Il ne faut pas cacher que dans ces circonstances la mobilisation du personnel de la RTBF, comme celle des défenseurs du service public, n'est pas chose aisée. Nous avons pourtant choisi ce moment crucial pour vous présenter notre "livre blanc".

Ces textes rassemblent des analyses, des propositions et des prises de position qui résultent d'un ensemble de discussions collectives et de contributions personnelles ou d'associations émanant tant de l'intérieur que de l'extérieur de la RTBF.

Ces textes ont parfois des accents différents mais tous se rejoignent sur la légitimité et le besoin d'un service public de l'audiovisuel. D'**un service public fort et imaginatif, réformé et "différent"**.

"Le service public est un choix de civilisation" dit un de ces textes. "Le service public est un choix éthique" ajoute un autre.

Pour nous il ne s'agit pas de déclarations de principe un peu abstraites mais bien d'une question de société essentielle.

Les uns et les autres tentent de préciser le rôle, les missions, le statut et le financement du service public.

Chacun essaye de réfléchir tant à son sens profond qu'à **la nécessité de réforme, voir de révolution interne**.

La conscience existe, par exemple, qu'il faut revoir le mode de recrutement des "agents" du service public dans un esprit d'assouplissement et d'adaptation aux besoins de la profession,

qu'il faut d'une manière générale beaucoup plus responsabiliser le personnel en général et les cadres en particulier.

Ces contributions abordent, entre autres, le problème des alliances du service public et de son identité. Nous nous prononçons catégoriquement **contre toute fusion franche ou larvée entre la RTBF et RTL-TVI** (comme la tentation en existe à gauche et à droite). Si la plupart des analyses évoquent la nécessité de la **collaboration** (essentiellement dans le cadre des coproductions) **avec le secteur privé, c'est à la double condition que le service public conserve la responsabilité éditoriale de ces coproductions et qu'il préserve une forte capacité de production propre**.

Sur la plan du financement nous savons qu'il sera difficile de revenir en arrière à propos de la **publicité** dont les revenus pourraient bientôt représenter près de 25 % des ressources de la RTBF. **Nous souhaitons cependant reprendre l'ensemble du débat et envisager toutes les solutions alternatives** (dotation/taxe sur la publicité réservée au privé/ contribution du secteur commercialo-industriel de l'audiovisuel/ apport des câblodistributeurs). La seule condition étant, pour nous, d'arriver à un refinancement du service public.

Quant à la **régionalisation** si, bien sûr, personne ne met en cause son principe, **certaines de ses modalités d'application peuvent inquiéter**. En tous cas il ne faudrait pas qu'elle se transforme en dépeçage d'une institution fondamentalement communautaire ni qu'elle aboutisse à des replis sur soi dommageables pour tous.

Si le "Comité de Défense" a choisi de vous présenter ce livre blanc aujourd'hui, c'est aussi parce que nous sommes à mi-chemin des "carrefours audiovisuels". Robert Wangermée présentera demain la synthèse des carrefours professionnels auxquels un certain nombre d'entre nous ont participé pour défendre le point de vue qui est ici exprimé. Et nous souhaitons bien entendu que ce document alimente également le débat dans les carrefours du public qui vont commencer.

Il nous semble enfin qu'au moment-même ou les douze ministres de l'audiovisuel - et tous les milieux politiques belges - défendent l' "exception culturelle" pour sauver l'industrie et l'identité culturelle européenne, il ne faut pas renoncer à ce combat en faveur du service public.

Il faut défendre, ici et maintenant, l' "**exception d'information**".

Face aux surenchères de la concurrence et aux dévoiements du marché, il faut dire que seul le service public peut, à terme, défendre une information audiovisuelle, comme élément constitutif de la démocratie.

Il s'agit bien sûr dans ce cas de l'information comprise au sens large comme symbole de la production de service public qui va bien au-delà de la simple transmission des "nouvelles".

Cette "exception" concerne évidemment l'ensemble des réalisations de la chaîne publique dans ses différentes missions.

Une tendance forte se manifeste pour banaliser le service public, réduire son rôle ou l'enfermer dans une audience minoritaire.

Tous les acteurs de l'audiovisuel public portent une part de responsabilité dans la crise qu'il traverse. Mais certains plus que d'autres : les pouvoirs publics qui, dans une optique purement instrumentaliste de la radiotélévision, n'ont pas d'objectifs clairs et les dirigeants du service public eux-mêmes (conseil d'administration compris) qui n'ont pas pu mobiliser les énergies autour d'un projet à la fois réformateur et dynamique.

A condition de retrouver son identité et de cultiver sa différence, seul le service public peut pourtant résister aux dérives actuelles de la télévision , de son information-spectacle et de sa confusion permanente de genres.

L' " exception d'information" ce n'est que cela : garantir que le marché n'ait pas droit de vie et de mort sur ce qui précisément n'est pas une marchandise.

Pour le "Comité de Défense du Service Public de l'Audiovisuel",

Hugues LEPAIGE

LA RTBF RADIO TÉLÉVISION DE SERVICE PUBLIC : UN PRINCIPE ET QUELQUES APPLICATIONS. Jacques BAUDUIN	page 13
INFORMATION ET SERVICE PUBLIC LE TEMPS MAITRISE Hugues LEPAIGE	page 25
LE JOURNALISTE, L'ARTISTE ET LA REALITE André DARTEVELLE	page 39
NOTE ADDITIONNELLE SUR LES PROGRAMMES DE LA R.T.B.F. André DARTEVELLE	page 51
MISSIONS DU SERVICE PUBLIC Jean-Jacques JESPER	page 55
CHRONIQUE BUDGETAIRE D'UNE MORT PROGRAMMEE Régina Mokrane	page 61
L'IMPACT D'UN SERVICE PUBLIC D'INFORMATION POUR LA CULTURE Anne MORELLI, professeur à l'U.L.B.	page 81
VENDRE SON PUBLIC OU SES ÉMISSIONS ? Gabriel Thoveron, professeur à l'U.L.B.	page 83
L'AUDIOVISUEL DE SERVICE PUBLIC : UNE PRIORITÉ DÉMOCRATIQUE Henri SIMONS, député Président du groupe ECOLO du Conseil de la Communauté française	page 91

LE SERVICE PUBLIC, UN CHOIX DE CIVILISATION Jean-François GOOSSE Administrateur du G.E.R.F.A. GROUPE D'ÉTUDE ET DE RÉFORME DE LA FONCTION ADMINISTRATIVE	page 97
SOLIDARITÉS EN MOUVEMENT ET LA R.T.B.F. SOLIDARITÉS EN MOUVEMENT	page 107
AUDIOVISUEL, ENSEIGNEMENT ET DÉMOCRATIE. Xavier VANANDRUEL, enseignant Jean-Luc VAN SCHEPDAEL, enseignant SOLIDARITÉS EN MOUVEMENT	page 111
NORD-SUD : QU'EN DIRE ET COMMENT ? Christian DENYS, collaborateur au CNC Pierre GIET, collaborateur à ITECO Gérard KARLSHAUSEN, collaborateur à FRÈRES DES HOMMES. SOLIDARITÉS EN MOUVEMENT	page 113
ENVIRONNEMENT À LA TÉLÉ Jean-Paul LEDANT ASSOCIATION PROVISOIRE DE CITOYENS POUR LE MAINTIEN DE L'ÉMISSION "OBJECTIF TERRE"	page 115
UNE INFORMATION POUR TOUTES LES COMMUNAUTÉS MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET LA XÉNOPHOBIE,, A.S.B.L.	page 117
PROPOSITIONS DE LA C.S.C. R.T.B.F. Michel HENDRICKX Président du Secteur R.T.B.F. de la C.S.C.	page 119
LA R.T.B.F. A L'ENTRESOL DU P.A.V. EUROPEEN Jean-Marie NOKIN ASSOCIATION DES RÉALISATEURS	page 127

SOLIDARITÉS EN MOUVEMENT ET LA R.T.B.F.

SOLIDARITÉS EN MOUVEMENT
rue des Champs du Calvaire, 33
7110 Houdeng-Aimeries

La crise actuelle de la RTBF nous inquiète : les restrictions budgétaires supplémentaires décidées au début de l'année '93 mettent notre radio-télévision publique au seuil de l'asphyxie. Plus grave encore : le projet de nouveau statut est un premier pas vers sa privatisation.

Nous connaissons tous la place centrale qu'occupent la radio et la télévision en démocratie. En cas de putsch militaire, c'est le premier instrument sur lequel les dictateurs veulent mettre la main. Dans nos pays, les choses se passent de façon plus insidieuse. Il s'agit plutôt d'enlever à nos médias la possibilité de faire une analyse critique des événements, à un moment où la récession économique et les restrictions budgétaires menacent de plus en plus la qualité de vie de la population. Il est plus prudent de noyer les problèmes dans le ronron de la médiocrité télévisée et de l'information-spectacle où l'on évite toute analyse.

Pour y arriver, rien de plus simple : il faut réduire notre chaîne publique à faire "comme" les chaînes commerciales en la rendant dépendante des annonceurs.

Nous pensons, au contraire, que le service public de l'audiovisuel doit être indépendant des impératifs commerciaux, tout comme il doit aussi être contrôlé par nos instances démocratiques. Jamais un service privé ne pourra offrir les mêmes garanties.

Nous demandons donc à nos gouvernants et aux partis politiques que soit abandonné le projet de transformation de la RTBF en Entreprise Publique Autonome.

Pour notre mouvement, ce qui arrive aujourd'hui à la RTBF a des allures de déjà vu. La transformation des services publics en Entreprises Publiques Autonomes a déjà été réalisée à la RTT (devenue Belgacom), à la SNCB, à la Poste... Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'un désengagement de l'État dans un maximum de secteurs, sous prétexte de répondre aux critères de convergence exigés par les accords de Maastricht. Dans l'ambiance de carcan budgétaire que nous connaissons actuellement, la RTBF ne sera pas la dernière touchée. Tout ce qui fait la qualité de vie des citoyens est à terme hypothéqué : l'enseignement, la culture, les services sociaux, la sécurité sociale; avec la destruction de la RTBF, c'est notre espace d'expression démocratique qui est touché. Faut-il sacrifier tout ce qui fait la richesse de nos démocraties occidentales sur l'autel de la "loi du marché" ?

Un service public, financé par des fonds publics, doit pouvoir développer des émissions qui ne soient pas tributaires d'impératifs commerciaux. L'apparition de la publicité joue un rôle dans la dégradation de la qualité des émissions. Quand la Régie Média Belge (qui gère la publicité) a un droit de regard sur les grilles des programmes, elle se soucie uniquement d'attirer ce qu'il est convenu d'appeler le "Grand public", mesuré par l'audimat. La chaîne publique cesse dès lors de pouvoir s'adresser à tous les publics, mêmes aux tranches plus minoritaires.

Plus grave encore : elle se trouve face à des concurrentes commerciales, et doit se placer sur leur terrain pour garder sa part d'écoute. On assiste à une uniformisation des émissions, surtout visible dans les journaux d'informations. Pour ne pas être en deçà du nombre d'informations données par les chaînes commerciales, on raccourcit le temps laissé à chaque rubrique. Partout on reçoit de l'information brute.

Il n'y a plus d'analyse, plus de distance par rapport aux événements.

Cette information-spectacle a aussi comme résultat pervers la "vaccination" du public qui ne peut plus s'émouvoir ni s'indigner tant on lui assène toujours les mêmes images.

Les médias audiovisuels ont une place privilégiée dans la formation de citoyens capables de prendre une part active dans le débat démocratique. Sans l'analyse du journaliste l'information ne permet pas de comprendre et de s'impliquer.

Pour pouvoir préparer cette analyse, les journalistes doivent pouvoir se détacher du direct. L'audiovisuel public ne doit donc pas se placer comme concurrent des chaînes commerciales. De plus, l'absence de recul et d'analyse renforce le sensationnalisme et l'irrationnel, terreau de l'extrême droite.

Il est donc essentiel de financer la radio-télévision publique par des fonds publics, et de supprimer la publicité.

La radio-téléredevance, payée par tous les utilisateurs doit pouvoir couvrir les frais d'un audiovisuel de qualité.

Nous sommes conscients du coût que représente ce financement, tout comme nous estimons que, comme partout ailleurs, il faut veiller à une utilisation judicieuse des fonds communs.

La radio-télévision publique doit aussi être le porte-parole des diverses composantes de la population. Elle doit être à l'écoute de la voix populaire, tout en évitant le travers de la "télétrottoir" qui se dispense de toute analyse.

Le défi de l'audiovisuel public est de se différencier clairement des chaînes commerciales par la qualité de ses émissions, aussi bien de divertissement que d'information ou de formation. Elle doit rester une chaîne généraliste capable de toucher un large public, et non pas uniquement le sacro-saint "grand public" des annonceurs.

L'introduction puis la place prise par les messages publicitaires, transforment les médias de service public en instruments privilégiés de manipulation des désirs des citoyens consommateurs. Les moyens de communication de service public sont gangrenés par l'esprit de compétition entre différents produits en réalité très

proches, et cet esprit les gagne au point qu'ils deviennent eux-mêmes des objets de consommation mesurés par l'audimat.

En défendant une radio-télévision publique indépendante des impératifs commerciaux, nous nous plaçons à contre-courant de cette course sans fin vers l'avoir et le paraître. Nous voulons défendre une société où la solidarité occupe une place centrale.

Ce sont d'ailleurs les secteurs qui souffrent à la solidarité qui sont le plus touchés par la récession actuelle. Cette crise est bien le fait des choix compétitivistes de nos gouvernants.

Nous avons également voulu que des personnes de différents secteurs puissent exprimer leurs attentes et leurs critiques vis à vis du service public de l'audiovisuel. A notre demande, des enseignants, des collaborateurs d'ONG de développement, et enfin des personnes de l'association provisoire de citoyens pour le maintien de l'émission "Objectif Terre" expriment ci-dessous leur point de vue.

AUDIOVISUEL, ENSEIGNEMENT ET DÉMOCRATIE.

Xavier VANANDRUEL, enseignant
Jean-Luc VAN SCHEPDAEL, enseignant

SOLIDARITÉS EN MOUVEMENT
rue des Champs du Calvaire, 33
7110 Houdeng-Aimeries

Par la mission d'éducation qu'ils partagent l'audiovisuel et l'enseignement devraient se compléter au sein du Service Public. Nous constatons que c'est de moins en moins le cas. Parce qu'ils sont plutôt des instruments connectés à un Pouvoir, que d'aucuns verront d'abord comme économique, d'autres comme politicien.

1.- Il y a un manque grave d'éducation à l'audiovisuel.

L'école publique avec sa mission première, l'alphabétisation, a été à la base d'une démocratie associée au suffrage universel : il importait de maîtriser la lecture et l'écriture pour comprendre le monde, et y être acteur. Or aujourd'hui, plus que par le biais de l'écrit, c'est à travers l'image que le monde est lu et que l'action se mobilise (la téléévolution roumaine, la guerre du Golfe, la Somalie...). Pourtant, à part des initiatives isolées, l'éducation critique à l'image est quasi absente.

A l'école d'abord. Ainsi les nouvelles grilles de programme du Ministre pour l'enseignement secondaire général n'en font pas mention. Ainsi la formation des enseignants ne comporte en général pas d'approche de ce langage.

A la télévision ensuite. Il y a des livres pour apprendre à lire, y a-t-il une télé pour apprendre la télé ? Une exception qui appartient au passé : l'émission "Vidéo-thèque".

Pourtant le Pouvoir, économique ou politicien, maîtrise au mieux ce langage. Tel ministre suivra des conseils spécialisés ou s'adjoindra une agence de communication, mais se gardera bien de donner au téléspectateur les outils critiques pour juger de son message..

2.- L'audiovisuel manque gravement à sa mission d'éducation.

Disons-le tout net : une RTBF qui mène la guerre aux chaînes privées sur leur terrain peut bien disparaître sans que nous en portions le deuil, et disparaîtra de toute façon, car elle n'a pas les moyens de cette guerre. Son seul intérêt pour nous réside dans la manière dont, en tant que service public, elle se démarque des télévisions privées et offre une alternative.

Le paysage audiovisuel est d'une désespérante monotonie. Il n'y a pas que l'ennui qui en résulte, mais aussi une menace pour la démocratie. Car, finies les idéologies, la démocratie ne peut se nourrir que d'un débat argumenté à partir d'une diversité de points de vue, et cette diversité s'éteint. Par la mainmise politicienne, par la course à l'audimat. Une course qui nie précisément la diversité, et par là la possibilité même du débat.

.Ainsi pensons-nous que la suppression de l'émission "Objectif Terre" est antidémocratique.

L'audimat menace encore l'accès à la culture, parfois difficile, parfois étrangère à nos valeurs, mais qui est indispensable si l'on veut appréhender le monde où l'on vit, s'épanouir soi-même tout en soutenant un dialogue avec l'autre.

Nous voyons toutes ces dimensions menacées par la dérive de l'audiovisuel. C'est pourquoi, en tant qu'enseignants et éducateurs, en tant que citoyens, nous apportons notre soutien à ceux qui, à l'intérieur du Service Public de l'Audiovisuel, luttent pour ce qu'il devrait être.

NORD-SUD : QU'EN DIRE ET COMMENT ?

Christian DENYS, collaborateur au CNC
Pierre GIET, collaborateur à ITECO
Gérard KARLSHAUSEN, collaborateur à FR RES DES HOMMES.

SOLIDARITÉS EN MOUVEMENT
rue des Champs du Calvaire, 33
7110 Houdeng-Aimeries

L'étroite articulation entre citoyenneté responsable, accès libre à une information indépendante de tous les pouvoirs et capacité d'action publique comme ressort de la vie démocratique n'est plus à démontrer. Dans ce cadre, l'importance des médias audiovisuels et par conséquent la mission singulière d'une télévision de service public comme producteur et diffuseur d'informations permettant de comprendre et de se positionner face à "L'actualité" a surtout été souligné au niveau de l'espace national puisque la citoyenneté se joue - pour l'essentiel encore - à cet échelon.

Plutôt que de reprendre ces analyses, nous souhaitons dans cette intervention les élargir au niveau d'une citoyenneté planétaire d'autant plus urgente et nécessaire que la globalisation de l'économie et l'interaction mondiale des activités humaines (en matière de sécurité ou d'environnement, par exemple) imposeront. de plus en plus des enjeux de survie et de développement communs à toute l'humanité.

Comme membre d'Organisation Non Gouvernementale de Développement (ONG) nous limiterons cependant cette intervention à la sphère des relations dites Nord-Sud. Qu'attendons nous comme citoyens soucieux d'informations et d'actions au niveau international d'une télévision de service public ?

L'optique qui sous-tend nos attentes et propositions en matière d'informations sur le "tiers monde" est précisément de refuser le fractionnement du monde en entités irréductibles vaguement ou épisodiquement reliées entre elles.

Il s'agit, au contraire, d'aborder notre monde comme un seul monde aux populations interdépendantes. Ceux qui sont "loin" ou "différents" ne nous sont pas "autres" ou "indifférents" puisque nous participons tous à une commune et fragile destinée.

Ce souci d'articuler Nord et Sud dans un seul monde peut se traduire tant au niveau de la programmation qu'à celui de la conception ou du contenu des émissions par une volonté :

d'éviter les émissions "ghetto" où le tiers-monde est traité comme sujet spécifique à l'instar d'autres séquences ou émissions sur le sport, la vie culturelle ou le monde des animaux;

de favoriser une cellule de coordination au sein de la RTBF pour assurer la cohérence des séquences diffusées sur le Sud avec l'optique évoquée supra. Cette cellule se doterait aussi d'une capacité d'évaluation des séquences;

d'associer divers partenaires concernés à cette cellule de coordination :

Administration publique de la coopération, Centres de production du Sud, ONG, etc..

d'encourager les collaborations, échanges et coproductions Sud-Nord;

de multiplier les sources d'informations, les regards, les références, en intégrant dans la mesure du possible ceux du Sud (sur le Sud mais aussi sur le Nord);

de ne pas réduire l'information d'actualité sur le tiers monde aux catastrophes et à l'humanitaire mais de montrer les efforts, réussites et échecs de développement à long terme.

Au-delà des conséquences directes de ce regard renouvelé sur le Sud notre attente en matière d'émissions et de séquences rejoint les souhaits relatifs à toute émission émanant d'une télévision de service public :

respect de la déontologie journalistique : nous constatons, par exemple, une dépendance croissante des journalistes à l'égard des "acteurs humanitaires" (États, mécènes privés, ONG) dont ils couvrent l'action (cas de l'ex-Yougoslavie et de la Somalie), -

souci d'alerter, sensibiliser, instruire le public sur les diverses problématiques Nord/Sud;

volonté de regard critique et pédagogique sur les diverses réalités de la coopération, des relations internationales ou de l'action humanitaire;

capacité d'analyse autocritique de ses productions non seulement au niveau interne à la RTBF mais aussi sous forme d'émissions analysant et critiquant le cas échéant la manière dont est produite à la RTBF L'informait Nord/Sud ou sur les diverses réalités;

maintenir les approches culturelles ou anthropologiques des réalités du Sud (style cycle de cinés du tiers-monde ou l'émission "Planète des Hommes") en dépit de leur audience réduite.

Soulignons, en guise de conclusion, que le fait de formuler ces souhaits et attentes n'implique pas qu'ils n'aient en rien été rencontrés, dans le passé, par la RTBF. D'avoir été, hier, téléspectateurs, n'est pas sans incidence, pensons-nous, sur notre engagement d'aujourd'hui dans la solidarité internationale et notre intervention présente... de citoyens.